



**COGEP AUDIT**

167 Quai Ledru-Rollin

72000 LE MANS

tél : 02 43 40 76 00

[www.cogep.fr](http://www.cogep.fr)

**A.F.A.I.**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social : Résidence du Moulin de la Cour**

**72150 SAINT PIERRE DU LOROUER**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**A.F.A.I.**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social : Résidence du Moulin de la Cour**  
**72150 SAINT PIERRE DU LOROUER**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux membres de l'association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **A.F.A.I.** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptable français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**


***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.





## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.





11

Le Mans, le 13 mai 2026

Pour COGEP AUDIT

Thomas POUPARD

Commissaire aux Comptes

**COGEP**  
**AUDIT**  
Commissariat aux Comptes  
167 Quai Ledru Rollin - 72000 LE MANS  
Tel. : 02.43.40.76.00

AFAI Intégré

**BILAN** intégré

au 31 décembre 2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort / Prov	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<i>Imm. incorporelles</i>	7 015,20	7 015,20	0,00	21,74
Concessions, brevets, ...	7 015,20	7 015,20	0,00	21,74
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Immo. corporelles</i>	4 581 391,21	1 994 229,14	2 587 162,07	1 327 045,33
Terrains	28 855,73	0,00	28 855,73	28 855,73
Constructions	3 339 179,55	1 691 750,63	1 647 428,92	516 111,20
Inst. tech. matériels	152 449,63	138 770,05	13 679,58	17 709,57
Autres	207 838,08	163 708,46	44 129,62	27 291,58
Immobilisations en cours	853 068,22	0,00	853 068,22	737 077,25
<i>Immo. financières</i>	2 457,42	0,00	2 457,42	2 457,42
Participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	2 457,42	0,00	2 457,42	2 457,42
<b>Total</b>	<b>4 590 863,83</b>	<b>2 001 244,34</b>	<b>2 589 619,49</b>	<b>1 329 524,49</b>
<b>Actif Circulant</b>				
<i>Stocks et en-cours</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Avances et acomptes versés</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Créances d'exploitation</i>	636 295,93	634,14	635 661,79	325 028,26
Résidents	38 661,38	0,00	38 661,38	27 252,11
Départements	191 108,09	0,00	191 108,09	186 516,97
Autres établissements	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances douteuses	4 997,62	634,14	4 363,48	6 075,12
Autres	401 528,84	0,00	401 528,84	105 184,06
<i>Créances diverses</i>	5 500,00	0,00	5 500,00	0,00
Autres	5 500,00	0,00	5 500,00	0,00
<i>Chges constatées d'avance</i>	18 366,98	0,00	18 366,98	15 972,27
<i>Valeurs mobil. placements</i>	572 419,35	0,00	572 419,35	628 016,69
<i>Disponibilités</i>	336 384,54	0,00	336 384,54	583 064,33
<b>Total</b>	<b>1 568 966,80</b>	<b>634,14</b>	<b>1 568 332,66</b>	<b>1 552 081,55</b>
<i>Charges à répartir</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total Général</b>	<b>6 159 830,63</b>	<b>2 001 878,48</b>	<b>4 157 952,15</b>	<b>2 881 606,04</b>
PASSIF	Exercice N		Exercice N-1	
	Net		Net	
<b>Capitaux propres</b>				
<i>Apports</i>	6 878,68		6 878,68	
<i>Réserves</i>	1 109 018,01		960 213,26	
Excédent aff. investisse.	44 657,97		44 657,97	
Réserve de trésorerie	0,00		0,00	
Réserve de compensation	233 024,59		159 057,47	
Réserve compensat.charge amortis.	831 335,45		756 497,82	
<i>Report à nouveau</i>	334 404,00		341 940,00	
<i>Résultat de l'exercice</i>	157 310,56		141 268,75	
<i>Subven. d'investissement</i>	688 155,88		356 321,70	
<i>Provisions réglementées</i>	0,00		0,00	
<b>Total</b>	<b>2 295 767,13</b>		<b>1 806 622,39</b>	
<b>Prov. risques et charges</b>				
<i>Provisions pour risques</i>	46 997,15		37 597,15	
<i>Provisions pour charges</i>	113 052,00		108 527,00	
<b>Total</b>	<b>160 049,15</b>		<b>146 124,15</b>	
<b>Fonds dédiés</b>				
<i>Sur subven. fonctionnements</i>	0,00		0,00	
<i>Sur autres ressources</i>	80 983,57		80 882,57	
<b>Total</b>	<b>80 983,57</b>		<b>80 882,57</b>	
<b>Dettes</b>				
<i>Dettes financières</i>	1 345 655,17		545 690,94	
Emp. auprès ets crédit	1 335 938,17		545 690,94	
Emp. et dettes diverses	9 717,00		0,00	
<i>Dettes d'exploitation</i>	238 672,49		281 310,12	
Dettes fournisseurs	78 057,46		127 399,22	
Dettes fiscales, sociales	160 615,03		153 910,90	
<i>Dettes diverses</i>	36 824,64		20 975,87	
Dettes s/immobilisations	17 287,78		1 826,86	
Fonds déposés	10 881,07		10 648,63	
Autres	8 655,79		8 500,38	
<b>Total</b>	<b>1 621 152,30</b>		<b>847 976,93</b>	
<i>Pdis constatés d'avance</i>	0,00		0,00	
<b>Total général</b>	<b>4 157 952,15</b>		<b>2 881 606,04</b>	

**COGEP**  
AUDIT



## COMPTÉ DE RÉSULTAT

CHARGES	Exercice N	Exercice N-1	PRODUITS	Exercice N	Exercice N-1
<b>Charges d'exploitation</b>			<b>Produits d'exploitation</b>		
<i>Achats d'appro. et de fourniture</i>	94 778,64	99 825,04	<i>Ventes de produits</i>	0,00	0,00
Petit matériel médical	85,95	28,24	<i>Production vendue</i>	1 982 164,31	1 890 880,66
Alimentation	0,00	0,00	Produits de la tarification	1 980 050,85	1 888 760,02
Fournitures hôtelières	12 458,17	9 472,96	Subvention reçue	50,00	150,00
Carburants et fournitures de garage	11 156,30	9 979,40	Prestations fournies au personnel	0,00	0,00
Activité occupationnelle	4 639,79	5 794,08	Prestations fournies aux usagers	2 063,46	1 970,64
Eau et assainissement	7 189,78	5 680,88	<i>Quote-part des subventions d'investissement</i>	2 197,82	0,00
Electricité	55 265,67	66 979,74	<i>Produits des cessions d'immobilisations</i>	10 165,24	0,00
Fournitures de chaleur	0,00	0,00	<i>Reprise sur provisions</i>	247,70	6 532,12
Petit matériel et outillage	2 764,79	736,36	<i>Autres produits</i>	53 066,68	63 821,51
Fournitures de bureau	1 218,19	1 153,38	<b>Total I</b>	<b>2 047 841,75</b>	<b>1 961 234,29</b>
Autres fournitures	0,00	0,00	<b>Produits financiers</b>		
<i>Services Extérieurs</i>	397 257,77	339 081,41	<i>Intérêts et produits assimilés</i>	11 853,07	21 516,61
Prestations à caractères médico-social	31 813,19	28 079,04	<i>Produits des cessions de VMP</i>	0,00	0,00
Locations	10 410,53	9 591,49	<b>Total II</b>	<b>11 853,07</b>	<b>21 516,61</b>
Entretiens et réparations	38 526,94	15 081,86	<b>Produits exceptionnels</b>		
Contrats de maintenance	15 340,44	27 403,81	<i>Produits exceptionnels</i>	0,00	3 885,49
Transports	0,00	0,00	<b>Total III</b>	<b>0,00</b>	<b>3 885,49</b>
Déplacements et missions	3 579,28	3 714,14			
Frais postaux et télécommunications	6 357,10	6 054,52			
Autres services extérieurs	291 230,29	249 156,55			
<i>Impôts, taxes et verst assimilés</i>	55 536,38	71 811,38			
Sur rémunérations	43 592,28	58 196,00			
Autres	11 944,10	13 615,38			
<i>Charges de personnel</i>	1 166 055,00	1 150 704,52			
Personnel	901 591,57	895 867,29			
Charges sociales	264 463,43	254 837,23			
<i>Dotations aux amortissements</i>	111 021,44	109 198,86			
Sur immobilisations	97 096,44	71 601,71			
Sur actif circulant	0,00	0,00			
Sur risques et charges	13 925,00	37 597,15			
<i>VNC des immobilisations cédées</i>	0,00	0,00			
<i>Report en fonds dédiés</i>	101,00	0,00			
<i>Autres charges</i>	52 539,64	51 653,36			
<b>Total I</b>	<b>1 877 289,87</b>	<b>1 822 274,57</b>			
<b>Charges financières</b>					
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	25 094,39	18 390,05			
<i>Autres charges</i>	0,00	0,00			
<b>Total II</b>	<b>25 094,39</b>	<b>18 390,05</b>			
<b>Charges exceptionnelles</b>					
<i>Charges exceptionnelles</i>	0,00	4 703,02			
<b>Total III</b>	<b>0,00</b>	<b>4 703,02</b>			
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>1 902 384,26</b>	<b>1 845 367,64</b>	<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>2 059 694,82</b>	<b>1 986 636,39</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>					
<b>Solde créditeur = Excédent</b>	<b>157 310,56</b>	<b>141 268,75</b>	<b>Solde débiteur = déficit</b>		
<b>Total général</b>	<b>2 059 694,82</b>	<b>1 986 636,39</b>	<b>Total général</b>	<b>2 059 694,82</b>	<b>1 986 636,39</b>



## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

L'association AFAI gère un foyer de vie accueillant des personnes en situation de handicap. Elle accompagne 33 résidents en hébergement permanent, 3 résidents en accueil de jour et 1 hébergement temporaire destiné à des urgences ou des essais.

L'établissement est engagé dans un grand projet d'extension, de rénovation et de mise en conformité pour un coût global de 3 313 000 €. La première phase du chantier s'est achevée en mai 2025 avec la mise en service de 12 chambres et de nouvelles installations techniques: panneau solaires et local chaufferie. L'amortissement de cet investissement débute en 2025.

Le Conseil Départemental se porte garant à hauteur de 80 % des montants empruntés, les 20 % restants par SOGAMA credit associatif. L'Afai a consenti en contre garantie au profit du département une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang portant sur les bâtiments du foyer .

Concernant les provisions pour litiges :

- L'établissement a trois litiges en cours auprès du Conseil de Prud'hommes. La provision globale pour risque s'élève à 46 997,15 €
- Les litiges ouverts contre l'AFAI en 2025 se sont soldés par deux non-lieu. Il reste un litige à juger en 2026 sans risque financier évalué.

Les comptes de l'année 2025 ont été établis par référence au règlement n° 2022.06. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, voir ci-après.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

- – les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- – les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- – les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- – les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après :

Les charges suivantes ont été reclassés en charges d'exploitation :

- Charges sur exercices antérieures

-

Les produits suivants ont été reclassés en produits d'exploitation :

- Indemnité CARPA
- Produits de cessions d'immobilisations
- Quote-part de subventions

### **b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025**

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits

Aucune incidence chez nous pour l'année 2025

### **2. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)**

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers :

Dans la colonne comparative :

- la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
- les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Autres Produits »



## **REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

**Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :**

➤ **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée normale d'utilisation. Les taux pratiqués suivent les règles générales appliquées dans les établissements à caractère médico-social.

Les règles prévues en matière de définition, d'évaluation, de comptabilisation, de dépréciation et d'amortissement des actifs ont été modifiées par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2005.

L'adoption de cette nouvelle méthode de comptabilisation et d'amortissement des éléments principaux des immobilisations est dénommée usuellement « méthode par composants ». Toutefois, les composants ne doivent être identifiés que s'ils représentent un élément substantiel de l'immobilisation et une valeur significative.

L'association a optée, dans le cadre de la mise aux normes, pour la méthode prospective.

Les charges à répartir sur plusieurs exercices ont été supprimées par le règlement n°2004-06 relatif à la comptabilisation et l'évaluation des actifs. Ainsi, en application de l'article 321-18 du règlement n° 99-03, les dépenses qui ne répondent pas aux conditions générales de comptabilisation des coûts initiaux d'acquisition ou des coûts de développement, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Ces dispositions sont intégrées dans le projet d'actualisation de l'instruction budgétaire et comptable M22 et applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

➤ **Stocks**

Les stocks sont évalués au prix d'achat TTC. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

➤ **Créances**

En 2016, il y a eu un changement de méthode dans le règlement de l'aide sociale. Le conseil Départemental a souhaité déployer le paiement net ce qui induit que les ressources des résidents sont maintenant imputées directement sur les factures, le conseil départemental réglant le solde.

➤ **Provisions réglementées :**

Les provisions réglementées figurant au passif du bilan sont détaillées sur l'état des provisions.



## **REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

➤ Les principes comptables dérogatoires sont les suivants :

▪ En application du principe budgétaire, la dotation aux amortissements des immobilisations suit la règle du prorata temporis, dès la mise en service du bien.

▪ En ce qui concerne la provision pour congés payés, celle-ci est neutralisée dans les résultats des budgets sociaux. Elle est comptabilisée dans le compte report à nouveau négatif, affectant les capitaux propres de l'association. Son montant est à la fin 2025 de **99 728€**.

▪ Le résultat comptable intégré pour l'année 2025 est de **157 310.56€** dont +7 653.92€ pour l'AFAI et + 149 656.64€ pour le Foyer de vie. Après l'impact de la variation 2025 de la provision pour congés payés (+ 1 733€), le résultat administratif corrigé du foyer de vie est porté à + **151 389.64€**. Le résultat global des comptes consolidés de l'association est donc de **159 043.56€**.

### **Informations complémentaires :**

➤ Engagements financiers

Voir annexe créances et dettes ainsi que l'annexe sur les locations avec option d'achat.

➤ Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés :

Compte tenu que seul le poste de direction fait l'objet d'une rémunération (le Président, le vice-président et le Trésorier étant bénévoles) la communication de l'information afférente aux rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés reviendrait à communiquer une rémunération nominative d'où l'absence d'information.

➤ Subventions reçues

Le montant versé par le conseil départemental au titre de la tarification 2025 s'élève à 1 828 731.99 euros et 139 602 euros dans le cadre du Ségur Santé.

➤ Fonds dédiés (annexe A) :

Les fonds dédiés s'élèvent à 80 983.57 euros et comprennent :

- 12 525.11 de fonds dédiés aux séjours et voyages des résidents.
- 8128.59 de fonds dédiés aux résidents.
- 7730.54 de fonds dédiés aux personnels.
- 52 599.33 de fonds dédiés aux projets immobiliers du foyer de vie.

➤ Fonds propres (annexe B) : Voir annexe tableau de variation des fonds propres.

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)**

▪ Indemnité de retraite : La totalité de la dette sociale est provisionnée pour un montant de 113 052€. La variation de l'année s'élève à un montant de +4525.00€.

▪ Les médailles du travail et primes assimilées : Les médailles du travail et primes assimilées n'ont pas été provisionnées dans les comptes annuels ; leur montant n'étant pas significatif.

▪ Les honoraires du Commissaire aux comptes : Le montant des honoraires du Commissaire aux comptes provisionnés et comptabilisés au 31 décembre 2025 pour la révision comptable 2025 est de 7 300€.

Annexe A : Tableau de variation des fonds dédiées

	Solde 31/12/2024	Modification suite erreur imputation	Reports	Utilisation globale	Remboursement	Transfert	Solde 31/12/2025
fonds dédiés aux séjours et voyages des résidents	12424,11		101,00				12525,11
fonds dédiés aux personnels	7730,54						7730,54
fonds dédiés aux projets immobilier du f	52599,33						52599,33
fonds dédiés aux résidents	8128,59						8128,59
TOTAUX	80882,57	0,00	101,00	0,00	0,00	0,00	80983,57



## Annexe B : Tableau de variation des fonds propres

	31/12/2024	modification suite erreur d'imputation	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
<b>Fonds associatifs sans droits de reprise</b>	<b>6 878,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 878,68</b>
Fonds associatifs	6 878,68				6 878,68
Subventions d'investissement	0,00				0,00
Sur biens renouvelables	0,00				0,00
<b>Fonds associatifs avec droits de reprise</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Réserves</b>	<b>960 213,26</b>	<b>0,00</b>	<b>148 804,75</b>	<b>0,00</b>	<b>1 109 018,01</b>
Excédents affectés à l'investissement	44 657,97				44 657,97
Réserves de compensation	159 057,47		73 967,12		233 024,59
Reserve de compensation lies à l'investissement	756 497,82		74 837,63		831 335,45
<b>Report à nouveau</b>	<b>341 940,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 536,00</b>	<b>334 404,00</b>
Report à nouveau	434 132,00				434 132,00
( dont, bascule du compte 1036 pour 434132,00)					
Variation des congés payés	-92 192,00			7 536,00	-99 728,00
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>141 268,75</b>		<b>157 310,56</b>	<b>141 268,75</b>	<b>157 310,56</b>
<b>Situation nette</b>	<b>1 450 300,69</b>	<b>0,00</b>	<b>306 115,31</b>	<b>148 804,75</b>	<b>1 607 611,25</b>
Subventions d'investissement	356 321,70		334 032,00	2 197,82	688 155,88
Provisions réglementées	0,00				0,00
<b>TOTAUX</b>	<b>1 806 622,39</b>	<b>0,00</b>	<b>640 147,31</b>	<b>151 002,57</b>	<b>2 295 767,13</b>

Désignation de l'établissement  
AFAI intégré  
Saint Pierre du Lorouër

## ANNEXE

Annexe 1

Exercice  
2025

### TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

N°	Rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
201	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Concessions et droits similaires, brevets	7 015,20	0,00	0,00	7 015,20	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>						
211	Terrains	28 855,73	0,00	0,00	28 855,73	0,00
212	Agencements et aménagements des terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Construction sur sol propre	2 133 505,98	1 205 673,57	0,00	3 339 179,55	1 205 673,57
214	Construction sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installation technique, matériel et outillage	150 740,92	3 156,90	1 448,19	152 449,63	1 708,71
216	Collections oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Animaux de rapport et de reproduction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	202 762,34	32 370,00	27 294,26	207 838,08	5 075,74
22	Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	737 077,25	1 310 307,98	1 194 317,01	853 068,22	115 990,97
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 457,42	0,00	0,00	2 457,42	0,00
<b>TOTAL</b>		3 262 414,84	2 551 508,45	1 223 059,46	4 590 863,83	1 328 448,99

**COGEP**  
AUDIT

Désignation de l'établissement  
AFAI Intégré  
Saint Pierre du Lorouër

## ANNEXE

Annexe 2

Exercice  
2025

### TABEAU DES AMORTISSEMENTS

N°	Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminution	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice	Variation
	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
2801	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2803	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets	6 993,46	21,74	0,00	7 015,20	21,74
2808	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	0,00				
2811	Terrains de gisement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2812	Agencements et aménagements des terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2813	Construction sur sol propre	1 617 394,78	74 355,85	0,00	1 691 750,63	74 355,85
2814	Construction sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2815	Installation technique, matériel et outillage	133 031,35	7 186,89	1 448,19	138 770,05	5 738,70
2817	Animaux de rapport et de reproduction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2818	Autres immobilisations corporelles	175 470,76	15 531,96	27 294,26	163 708,46	-11 762,30
	<b>TOTAL</b>	1 932 890,35	97 096,44	28 742,45	2 001 244,34	68 353,99

**COGEP.**  
AUDIT



Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
Saint Pierre du Lorouër

## ANNEXE

Annexe 3

Exercice

### TABLEAU DES PROVISIONS

N°	Rubriques	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
141	Réserve de trésorerie	0,00	0,00	0,00	0,00
142	Provisions réglementées relatives aux immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
145	Amortissements dérogatoires	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
151	Provisions pour risques	37 597,15	9 400,00	0,00	46 997,15
152	Provisions pour pensions et obligations similaires	108 527,00	4 525,00	0,00	113 052,00
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
158	Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION AUTRE QUE COMPTES FINANCIERS</b>				
29	Dépréciation des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers	881,84	0,00	247,70	634,14
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS</b>				
59	Dépréciation des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>147 005,99</b>	<b>13 925,00</b>	<b>247,70</b>	<b>160 683,29</b>

Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
**Saint Pierre du Lorouër**

## ANNEXE

Annexe 4

Exercice

### CHARGES A PAYER

Rubriques		Détails	Total
<b>Fournisseurs factures non parvenues et autres charges à payer :</b>			43 122,43
6061	Eau, Electricité	6 694,19	
606251	Fournitures Informatique	168,00	
606252	Activités	13,06	
61125	Intervenants Extérieurs	750,00	
61558	Entretien et Réparations	151,63	
6156	Maintenance	768,99	
6184	Cotisations	375,00	
62231	Intervenants Médicaux	495,00	
6226	Honoraires Commissaires aux Comptes	7 300,00	
6251	Voyages et déplacements	149,78	
6265	Téléphone	223,71	
6282	Alimentation à L'extérieur	16 503,90	
6288	Autres Prestations Diverses	6 597,78	
63513	Autres Impôts Locaux	2 931,39	
			101 461,00
428200	Dettes provisionnées pour congés payés	74 680,00	
438200	Dettes provisionnées pour charges sociales sur congés payés	17 864,00	
448110	Dettes provisionnées pour charges fiscales sur congés payés	8 917,00	
<b>TOTAL</b>			<b>144 583,43</b>



Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
**Saint Pierre du Lorouër**

## ANNEXE

Annexe 5

Exercice

### CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Détails	Total
<b>Produits constatés d'avance :</b>		0,00
<b>Charges constatées d'avance :</b>		18 366,98
60612 Electricité	82,33	
60618 Autres Fournitures D'énergie	1 652,18	
60625 Fournitures de Bureau	10,00	
61352 Location Matériel	2 193,97	
615268 Autres Maintenances Non Médical	405,84	
6156 Maintenances	3 356,26	
6161 Assurance Multirisque	10 354,45	
6181 Documentation Générale	59,00	
6265 Téléphone	112,95	
63512 Taxes Foncières	140,00	
<b>TOTAL</b>		<b>18 366,98</b>



Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
Saint Pierre du Lorouër

**ANNEXE**

**Annexe 6**

Exercice  
**2025**

**PRODUITS A RECEVOIR**

**Rubriques**

**Détails**

**Total**

**Produits à recevoir :**

131 Subvention départementale  
758 Produits Divers

334 032,00  
5 500,00

339 532,00

**TOTAL**

**339 532,00**

Désignation de l'établissement  
**Afai Intégré**  
**Saint Pierre du Lorouër**

## ANNEXE

Annexe 7

Exercice  
**2025**

### ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Rubriques	Montants bruts
Créances douteuses	4 997,62
Créances clients :	
Particuliers	38 661,38
Départements	191 108,09
Etablissements	
Personnel et comptes rattachés ( Indemnité journalière )	3 040,24
Autres débiteurs	
Avance sur stages	8 785,00
Divers (Ressources résidents, Etat autres impots, Avances sur futurs séjours, Cotisations, Indemnités)	395 203,60
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>641 795,93</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	78 057,46
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	160 615,03
Etat : Taxe sur les salaires	
Autres dettes :	
Fonds déposés	10 881,07
Dettes sur immobilisations	
Retenues de garantie	17 287,78
Charges à payer	8 655,79
Autres (Avance sur stage, Plan de cohésion,)	
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>275 497,13</b>



Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
**Saint Pierre du Lorouër**

## ANNEXE

Annexe 8

Exercice  
**2025**

**TABLEAU DES EMPRUNTS**

	CREDIT MUTUEL	CREDIT MUTUEL	CREDIT MUTUEL	BANQUE DES TERRITOIRES			Total
Organisme prêteur	Caution du Conseil	Général de la Sarthe					
Date d'origine	mars-08	mars-08	février-24	août-25			
Durée	360	360	41	120			
Taux nominal	Mensuelle 3,08	Mensuelle 2,13	Mensuelle 0,00	Trimestrielle 2,81			
Emprunt initial	505 000,00	460 000,00	5 000,00	825 000,00			1 795 000,00
Capital dû au 1er janvier	279 996,21	261 914,23	3 780,50	0,00			545 690,94
Remboursement sur l'exercice	16 362,53	16 926,84	1 463,40	0,00			34 752,77
Capital du en fin d'exercice	263 633,68	244 987,39	2 317,10	825 000,00			1 335 938,17
Intérêts versés sur l'exercice	9 963,23	5 414,16	0,00	0,00			15 377,39
Durée résiduelle	150	150	19	120			
Intérêts courus	mensuelle 0,00	mensuelle 0,00	mensuelle 0,00	trimestrielle 9 717,00			9 717,00
Intérêts restant à courir	54 331,82	34 275,58	0,00	346 999,92			435 607,32

Désignation de l'établissement  
AFAI Intégré  
Saint Pierre du Lorouër

## ANNEXE

Annexe 9

Exercice

### CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Rubriques	31/12/24	31/12/25	Variation
<b>Résultat net comptable</b>	141 268,75	157 310,56	16 041,81
+ Dotations aux amortissements et aux provisions	109 198,86	111 021,44	1 822,58 0,00
- Reprises des amortissements et des provisions	6 532,12	247,70	-6 284,42
- Résultat sur cession élément actif	0,00	10 165,24	10 165,24
- Reprise quote-part subvention d'investissement viré au résultat	3 614,76	2 197,82	-1 416,94
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>240 320,73</b>	<b>255 721,24</b>	<b>15 400,51</b>



Désignation de l'établissement  
**AFAI Intégré**  
**Saint Pierre du Lorouër**

## ANNEXE

Annexe 10

Exercice  
**2025**

### Tableau de financement

Total des emplois	Exercice n	Exercice n-1	Total des ressources	Exercice n	Exercice n-1	
Acquisition d'éléments d'actif :			Capacité d'autofinancement de l'exercice	255 721,24	240 320,73	
Incorporelles	0,00	0,00	Cessions éléments actif immobilisé	10 165,24	0,00	
Corporelles	1 241 200,47	0,00	Augmentation capitaux propres	334 032,00	334 032,00	
Financières	0,00	0,00	Augmentation dettes financières	834 717,00	5 000,00	
Immo en cours	115 990,97	598 528,99	Fonds dédiés	101,00	1 456,30	
Charges à répartir sur plusieurs exercice	0,00	0,00	Variation du Fonds de roulement : Besoins nettes	0,00	50 400,41	
Réduction de capitaux propres	34 752,77	32 680,45				
Remboursement de la dette financière	0,00	0,00				
Reprise sur Fonds dédiés	42 792,27	0,00				
Variation du Fonds de roulement : Ressources nettes						
Total des emplois	1 434 736,48	631 209,44	Total des ressources	1 434 736,48	631 209,44	
Variation du fonds de roulement net global			Besoins	Dégagements	Solde N	Solde N-1
Variation exploitation						
Variations des actifs d'exploitation						
Stocks						
Créances clients et comptes rattachés			0,00	310 385,83		
Variations des dettes d'exploitation						
Dettes fournisseurs et fiscales, sociales			236,18	42 873,81		
Totaux d'exploitation			236,18	353 259,64	353 023,46	-93 790,15
A -Variation nette d'exploitation						
Variation hors exploitation						
Variations des autres débiteurs			0,00	7 894,71		
Variations des autres créditeurs			15 616,33	0,00		
Totaux hors exploitation			15 616,33	7 894,71	-7 721,62	4 366,66
B -Variation nette hors exploitation					345 301,84	-89 423,49
Total (A+B) : Besoins en fonds de roulement						
Variation trésorerie						
Variations des disponibilités et des soldes de banques				-302 509,57	-302 509,57	39 023,08
Totaux trésorerie						
C -Variation nette de trésorerie						
Variation du fonds de roulement net global (A+B+C) :Recettes Nettes					42 792,27	-50 400,41

**VARIATION DU FINANCEMENT ET DES PROVISIONS**

Rubriques	Détails	Total
<i>Report à nouveau</i>		<b>608 411,18</b>
<b>RECETTES</b>		
<b>Emprunts :</b>		825 000,00
Etablissements bancaires	825 000,00	
Autres établissements	0,00	
<b>Amortissements :</b>		97 096,44
Des immobilisations incorporelles	21,74	
Des agencements et aménagements des terrains	0,00	
Des constructions	74 355,85	
Des installations techniques, matériels et outillages	7 186,89	
Des autres immobilisations corporelles	15 531,96	
<b>Cessions / Rebutis des immobilisations</b>		1 223 059,46
<b>Provisions :</b>		13 925,00
<b>Subv. accordées/Augmentation capitaux propres/Fonds Dédies</b>		408 970,63
<i>Total des recettes</i>		<b>2 568 051,53</b>
<b>DEPENSES</b>		
<b>Remboursements des emprunts :</b>		34 752,77
Etablissements bancaires	34 752,77	
Autres établissements	0,00	
<b>Immobilisations :</b>		2 551 508,45
Incorporelles	0,00	
Des agencements et aménagements des terrains	0,00	
Des constructions	1 205 673,57	
Des installations techniques, matériels et outillages	3 156,90	
Corporelles	32 370,00	
En cours	1 310 307,98	
Financières	0,00	
<b>Amortissements des Cessions / Rebutis des immobilisations</b>		28 742,45
<b>Reprise de provisions</b>		247,70
<b>Quote part de subventions / Réduction capitaux propres</b>		2 197,82
<i>Total des dépenses</i>		<b>2 617 449,19</b>
<b>Variation de l'exercice</b>		<b>-49 397,66</b>
<b>Solde à reporter</b>		<b>559 013,52</b>



**SECTION D'INVESTISSEMENT - Liste des acquisitions**

Rubriques	Détails	Total
Logiciels		
<i>Total logiciels</i>		0,00
Agencement terrain		
<i>Total agencement terrain</i>		0,00
Constructions		
Travaux Extension	1 194 317,01	
<i>Total constructions</i>		1 194 317,01
Agencement bâtiment		
Climatisation	11 356,56	
<i>Total agencement bâtiment</i>		11 356,56
Matériel et outillage des services généraux		
Télé-Alarme	2 052,90	
Centrale Vapeur	1 104,00	
<i>Total matériel et outillage des services généraux</i>		3 156,90
Matériel de Transport		
Camion Toyota	32 370,00	
<i>Total matériel de transport</i>		32 370,00
Matériel Informatique		
<i>Total Matériel Informatique</i>		0,00
Mobilier		
<i>Total Mobilier</i>		0,00
Matériel de bureau		
<i>Total matériel de bureau</i>		0,00
Immobilisations en cours		
Travaux Extension	1 310 307,98	
<i>Total Immobilisations en cours</i>		1 310 307,98
Immobilisations financières		
<i>Total Immobilisations financières</i>		0,00
<b>TOTAL</b>	<b>COGEP AUDIT</b>	<b>2 551 508,45</b>



**LOCATION AVEC OPTION D' ACHAT**

	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	Total
<b>Valeur d'origine</b>					
					0,00
<b>Amortissements</b>					
Cumul exercices antérieurs					0,00
Dotation exercice					0,00
<b>Total</b>				0,00	0,00
<b>Redevances payées</b>					
Cumul exercices antérieurs					0,00
Redevances exercice					0,00
<b>Total</b>				0,00	0,00
<b>Redevances restant à payer</b>					
à 1an au plus					
entre 1 et 5 ans					
à plus de 5 ans					
<b>Total</b>				0,00	0,00
<b>Valeur résiduelle</b>					
à 1an au plus					
entre 1 et 5 ans					
à plus de 5 ans					
<b>Total</b>				0,00	0,00